

---

LE PROBLEME CORSE ET L'ETAT FRANCAIS :  
DE L'AFFRONTEMENT A LA COLLABORATION

---

<i>INTRODUCTION</i>	<i>page 2</i>
<i>LA CORSE DU DEBUT DES ANNEES 1960</i>	<i>page 2</i>
<i>1975- L'EXPLOSION D'ALERIA, LA RADICALISATION DES MOUVEMENTS ET DE LA POPULATION</i>	<i>page 4</i>
<i>1976- UN NOUVEAU NATIONALISME MILITARISE : LE FLNC</i>	<i>page 6</i>
<i>1981- LA GAUCHE AJOUTE UNE NOUVELLE CORDE A LA POLITIQUE DE L'ETAT</i>	<i>page 6</i>
<i>1991- LE COUP DE BOUTOIR DU « STATUT JOXE »</i>	<i>page 8</i>
<i>1992- FURIANI, LES NATIONALISTES COMPROMIS SE DECHIRENT</i>	<i>page 9</i>
<i>2003- EPILOGUE : QUAND LA POPULATION REFUSE UN PLUS D'AUTONOMIE</i>	<i>page 11</i>
<i>UNE VICTOIRE DE L'ETAT ?</i>	<i>page 12</i>
<i>petite bibliographie et filmographie</i>	<i>page 13</i>
<i>document 1 : structure du FLNC en 1988</i>	<i>page 14</i>
<i>document 2 : arbre généalogique des groupes et partis politiques de la dimension nationaliste</i>	<i>page 15</i>
<i>document 3 : arbre généalogique des groupes armés (1999)</i>	<i>page 16</i>

## *INTRODUCTION*

Depuis cinquante ans, des régionalistes et des autonomistes d'une part (ceux qui réclament plus de droits pour les corses à l'Etat français, tout en restant français) et des nationalistes d'autre part (ceux qui réclament l'indépendance de la Corse), tous en Corse se sont affrontés dans la violence à l'Etat français et tous ont accepté, à un moment ou un autre, ses propositions de participer au processus électoral.

L'Etat français a eu différentes réactions face aux mouvements régionalistes et nationalistes corses. Il est passé par des phases de répression et des phases de dialogue, et c'est finalement à la fin des années 1980, début 1990, que l'Etat va définitivement associer, par l'intermédiaire de la loi Joxe (ministre de l'Intérieur de cette époque) le mouvement nationaliste corse aux processus électoral ainsi qu'aux activités économiques de l'île. Ce choix sera ensuite assumé par tous les autres gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite (même s'il y a des variantes dans les façons de négocier de la part de la droite et de la gauche).

Cette nouvelle attitude de l'Etat français va complètement désorienter les différents courants nationalistes en les amenant soit à rentrer dans le jeu démocratique, soit à s'entretuer ou à sombrer dans le banditisme (favorisé par la clandestinité et l'armement de ces groupes).

Il y aura un revers de la médaille à cette politique de l'Etat. C'est qu'en favorisant le dialogue avec tous ces courants, l'Etat français va aussi fermer les yeux sur les règlements de compte entre nationalistes mais aussi sur les nouvelles activités économiques dans lesquelles vont faire leur entrée certains d'entre eux, activités économiques qui s'avèrent pour certaines très douteuses au regard de la loi. Ce qui laissera à penser pour la population que l'Etat ne fait rien, que la justice ne joue pas son rôle en Corse.

Mais l'Etat et ses hommes politiques de droite et de gauche ont réussi sur le long terme leur opération. Ils ont réussi à légitimer, auprès de la population corse, le mouvement nationalo-régionaliste qui s'est inséré dans le processus démocratique. Et ils ont réussi à délégitimer, aux yeux de cette population, ceux qui sont restés dans la lutte armée. Alors qu'avant 1990, c'est justement cette lutte armée et le courage des militants du FLNC qui avaient gagné l'estime et contribué à rendre le mouvement nationaliste représentatif pour une partie significative de la population de l'île.

## *LA CORSE DU DEBUT DES ANNEES 1960*

La France, à la fin des années 1950, début des années 1960, décide de développer la Corse. Le développement économique de la Corse est resté en plan par rapport à celui des autres régions françaises. Son économie agricole a même régressé depuis le début du siècle (36% de la surface de l'île est cultivée en 1913, ce n'est plus que 5,3% en 1967). Il n'y a pratiquement pas d'industrie. L'Etat est le premier employeur de l'île. De plus, les jeunes ne restent pas. Soit ils vont sur le continent, soit ils vont s'installer dans les colonies ou ils s'engagent dans l'armée.

Le plan de développement qui va être mis en place s'appuie sur deux axes principaux : développer une agriculture intensive et le tourisme.

Pour mettre son plan en application, l'Etat passe en force et bien sûr ne demande pas l'avis de la population locale. Pour le secteur de l'agriculture, la SOMIVAC, une société d'économie mixte, est créée pour mettre l'île en valeur sur ce plan. Mais ce ne sont pas les agriculteurs corses qui vont être associés. Ce sont les rapatriés d'Algérie (les Pieds-noirs), plus précisément les grands propriétaires fonciers et agriculteurs aisés qui, ayant perdu leur terre en Algérie devenue indépendante, vont bénéficier de l'aide de la SOMIVAC et des prêts avantageux du Crédit Agricole pour s'installer. Beaucoup vont s'installer dans les plaines orientales de la Corse. Ils vont y développer la culture de la vigne et des agrumes, métiers qu'ils pratiquaient très bien en Algérie. Les rapatriés d'Algérie se retrouvent rapidement à la tête des plus grandes exploitations.

Cette installation des rapatriés d'Algérie est très vite contestée par l'ARC (Action Régionaliste Corse) et par divers groupes qui regroupent des agriculteurs, des docteurs, avocats, hôteliers corses qui y voient une spoliation des terres corses par l'administration et ses colons. Le paradoxe, c'est que certains militants de ces groupes étaient des partisans de l'Algérie française et de l'OAS (Organisation terroriste qui combattait pour l'Algérie française) et ils ont souhaité que les colons français installés en Algérie partent au moment de l'indépendance, pour que les Algériens n'aient aucune aide pour faire redémarrer leur économie. Deux des leaders les plus connus de l'ARC sont Edmond Simeoni (docteur) et son frère Max.

Dès 1965, des bâtiments de la SOMIVAC sont détruits à l'explosif et les premiers slogans anti-administration et anti-colon apparaissent sur les murs. Pour l'ARC, la France veut faire disparaître « *l'ethnie corse* ». L'ARC est confortée dans cette idée par un rapport rendu public en novembre 1971 venant de la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale). Ce rapport envisage plusieurs possibilités de développement de l'île dont une qui est « *d'accélérer la disparition de l'identité culturelle corse en encourageant une nouvelle immigration massive* ». Même si l'Etat français n'ira pas mettre en pratique cette possibilité, le mal est fait. En choisissant de dénoncer le développement du tourisme de masse et les infrastructures pour accueillir les touristes, les mouvements autonomistes vont aussi dénoncer ce choix qui pour eux va défigurer les côtes du littoral, à l'image de ce qui se passe sur la côte méditerranéenne française.

Ce qui est combattu aussi par les autonomistes, c'est le fait que la Corse devienne la poubelle de l'Europe. La France avait prévu d'y enfouir des déchets nucléaires. Et c'est une société italienne de production chimique, la Montedison, qui en déversant ses déchets toxiques le 1<sup>er</sup> mai 1972 dans le canal de Corse, au large de Bastia, va amplifier le combat des autonomistes. C'est l'affaire des « *boues rouges* ». Les déversements vont se produire pendant près d'un an, malgré la mobilisation et la dénonciation de cette pollution par l'ARC et des écologistes. L'histoire va se terminer par le plasticage d'un bateau italien et par une manifestation violente à Bastia où 3000 personnes mettent à sac la sous-préfecture. L'Etat qui n'a rien fait pour arrêter la pollution est contesté. Il va répondre par la violence et la répression.

Les mouvements régionalistes et nationalistes corses vont gagner leur assise sur toute cette contestation, et vont gagner des militants et trouver le soutien d'une partie de la population. C'est que cette époque de la fin des années soixante, début des années soixante dix, voit la contestation de l'Etat un peu partout en France. Il y a eu la révolte des étudiants de Mai 68 contre l'Etat qui va se prolonger pendant des années en semant un vent de contestation

comme par exemple au Larzac ou des milliers de jeunes venant de toute la France viennent contester l'agrandissement d'un camp militaire, en Bretagne où existe un mouvement autonomiste, ou au pays basque avec l'ETA.

Dans le monde, il y a tous les mouvements de libération nationale comme au Vietnam contre l'impérialisme US, les indépendances dans les colonies portugaises etc. Tout ceci pour dire qu'à l'époque, les plasticages, les affrontements avec les forces de l'ordre en Corse sont bien vues par une partie de la population car l'Etat emploie la violence comme on ne le connaît plus aujourd'hui dans les pays riches.

### *1975- L'EXPLOSION D'ALERIA, LA RADICALISATION DES MOUVEMENTS ET DE LA POPULATION*

Le 22 août 1975, une poignée de militants de l'ARC (une dizaine), armés, sous la direction d'Edmond Simeoni, vont occuper une ferme viticole appartenant à un rapatrié d'Algérie (pied-noir), à Aléria (plaine orientale de la Corse), et prendre ses occupants en otage. Ils entendent ainsi dénoncer l'aide de l'Etat et des banques à ces propriétaires viticoles. Cette affaire avait commencé par une fraude massive des grands propriétaires négociants en vin (majoritairement pied-noir) à la chaptalisation (ajout de sucre au vin pour faire augmenter le taux d'alcool). Le vin corse était devenu invendable, mettant tous ces gros négociants dans une situation financière intenable. La solution préconisée par l'ARC, et discutée avec les représentants de l'Etat, était que l'Etat n'intervienne pas afin que les gros propriétaires soient obligés de vendre leur terre, pour s'acquitter de leurs dettes, aux agriculteurs corses. Il y aurait ainsi un repartage de la terre. Cette solution est d'ailleurs recommandée par le représentant de l'Etat de l'époque. Mais la solution finalement retenue est le sauvetage de ces grandes propriétés. Après un accord entre les banques et l'Etat, les créances des viticulteurs sont reprises par les banques. L'ARC y voit une trahison de l'Etat et le sauvetage des intérêts d'une partie de la « *population étrangère* » de l'île.

L'occupation est lancée. La réponse de l'Etat, qui semble penser qu'il faut frapper un grand coup est d'envoyer 2000 gardes mobiles, des blindés légers, des hélicoptères. Il y aura deux gardes mobiles tués lors de l'assaut et un blessé grave. Après la reddition du commando, la foule présente aux alentours de la ferme force le barrage de policiers et incendie la ferme. A Bastia, une manifestation de plusieurs milliers de personnes dégénère, il y a un mort et plusieurs blessés. Quelques jours plus tard, l'ARC est dissoute, ce qui occasionne encore des manifestations violentes.

La politique de répression du gouvernement de Jacques Chirac (Premier Ministre de l'époque) ne fonctionne pas, elle va même avoir un effet inattendu : les événements d'Aléria vont avoir comme conséquence la naissance du FLNC. Une multitude de groupuscule apparaissent d'abord, et passent à l'action en commettant des attentats contre l'Etat et contre les fermes des « *colons* ».

L'ARC n'était pas une organisation indépendantiste, ni clandestine. Elle agissait à visage découvert lors de ces actions armées ou politiques (négociations). Si elle est passée à l'action violente à Aléria, c'est sous la pression de sa base. En effet, depuis le début des années 70, des mouvements clandestins étaient apparus et pratiquaient la politique des attentats. Certains, comme le groupe GP (Ghjustizia Paolina) dirigé par Bernard Pantalacci (un des futurs fondateurs du FLNC) commettaient aussi des attentats sur le continent. Mais

Aléria a été vécu par une partie des militants de l'ARC comme un demi-échec. Pour eux, la lutte armée, jusqu'ici exceptionnelle pour l'ARC, devait devenir systématique, car Aléria avait montré que la négociation avec l'Etat français était impossible, que seule l'indépendance pouvait régler la question corse. Et ils s'opposaient aux dirigeants de l'ARC, plus modérés, expliquant qu'Aléria n'est qu'un événement ponctuel et que l'utilisation de la violence à ce moment là répondait à une situation particulière. C'est la rupture au sein de l'ARC.

Le FLNC va donc naître en 1976, en rassemblant tous les nouveaux groupuscules apparus après Aléria et une partie des militants de l'ARC.

On peut se poser la question de savoir comment en est-on arrivé à cette situation où des groupes politiques se retrouvent en guerre contre l'Etat, alors que l'on est en « démocratie », qu'il y a des élections municipales, législatives où ils pourraient s'exprimer et développer leurs idées. C'est que nationalistes et régionalistes partent du constat que le jeu démocratique est verrouillé en Corse par le système clanique des partis politiques traditionnels dont la droite est la plus représentative, puisqu'elle est majoritaire dans le système électoral corse depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Ils leur reprochent d'abord d'être au service de l'Etat « *colonial* », ensuite de verrouiller les élections locales en pratiquant une fraude massive (une des techniques consiste à utiliser des bulletins de votes de personnes en votant à leur place par correspondance), enfin de pratiquer la politique du service rendu où l'électeur ne vote pas en fonction de ses idées politiques mais en fonction du service que lui rend l' élu.

Mais on peut interpréter cette dénonciation du fonctionnement « *clanique* » comme la volonté pour ces nouveaux arrivants de remplacer le système politique traditionnel par un système plus moderne, afin d'accéder eux aussi aux affaires publiques et économiques de la Corse. Mais l'époque, marquée par une orientation très à gauche des slogans et des idées, les pousse à ajouter à leur langage des termes empruntés à la gauche, voire à l'extrême-gauche.

Nationalistes et régionalistes ont ainsi beaucoup de points communs : ils rejettent le « *système clanique* » comme on l'a vu précédemment, ils rejettent « *l'Etat colonial* » et les « *colons étrangers* ». En fait, qu'ils soient régionalistes à l'ARC ou nationaliste au FLNC, ils considèrent que l'Etat français ne prend pas en compte les intérêts de cette nouvelle couche petite bourgeoise composée d'agriculteurs, de petits commerçants, de professions libérales, d'enseignants et d'étudiants. En privilégiant les agriculteurs rapatriés d'Algérie, en développant le tourisme de masse qui va voir des grandes chaînes capitalistes du tourisme s'installer et les grandes enseignes des supermarchés, l'Etat français se met à dos la petite bourgeoisie corse. Les différents mouvements corses reflètent ainsi des intérêts de petits patrons qui cherchent à pouvoir faire prospérer leurs entreprises, qu'elles soient agricoles, commerciales ou libérales. La petite propriété veut se développer face à la grande propriété capitaliste dont l'Etat se présente comme le représentant par ses plans de développement de l'île.

Mais s'ajoutent et se mêlent à ces intérêts économiques des revendications politiques, ou même culturelles, dans la mesure où l'Etat français ne laisse alors pas de place non plus aux spécificités de la culture régionale, ni en corse, ni ailleurs.

## *1976- UN NOUVEAU NATIONALISME MILITARISE : LE FLNC*

Le FLNC (Front de Libération National Corse) apparaît au grand jour dans la nuit (sans ironie) du 4 au 5 mai 1976. Apparaître la nuit, dans des conférences de presse, dans le maquis, est une marque de fabrique du FLNC. Alors que l'ARC des frères Simeoni milite à visage découvert et rejette la violence contre l'Etat, le FLNC va mener une lutte armée clandestine. Ses militants apparaissent cagoulés et leur drapeau emblématique est un militaire cagoulé avec une mitrailleuse. Pour se dire indépendantiste et nationaliste, il est bon de se trouver un héros. On le trouve en la personne de Pascal Paoli. Paoli a lutté contre l'armée française en 1768, quand la République de Gênes a vendu la Corse à la France royaliste ; puis en 1793, quand il s'est opposé aux armées françaises de la révolution qui voulaient l'empêcher de faire sécession et de rapprocher la Corse de l'Angleterre. Le FLNC glorifie toute cette période où Paoli, qui avait rédigé une constitution pour la Corse, s'est opposé à l'Etat centraliste français.

On connaît aujourd'hui des noms de ces fondateurs parce qu'ils apparaissent à visage découvert ou qu'ils ont fini dans la rubrique nécrologique. Citons Alain Orsoni, François Santoni (assassiné), Jean Michel Rossi (assassiné), Pantaléon Alessandri, Félix Tomasi, Yves Stella (décédé en 2012), Léo Battesti, Pierre Poggioli. Une caractéristique principale du FLNC est qu'il a orienté la construction de son organisation vers une activité militaire clandestine pour lutter contre l'Etat français. Et nous ne pouvons qu'être en profond désaccord avec ce type d'orientation. C'est en effet le meilleur moyen de soustraire à la population de pouvoir contrôler un ou des mouvements... censés la représenter !

A partir de la création du FLNC, c'est une moyenne de 300 à 400 attentats par an qui auront lieu pendant des années. Cela va du mitraillage de façade d'édifice public au plasticage de banque, en passant par le plasticage de villas appartenant à des continentaux, de fermes d'agriculteurs pieds-noirs, etc... Ils inaugurent l'impôt révolutionnaire qui consiste à imposer tous ceux qui ont de l'argent de leur en verser, ils ont aussi leur tribunal révolutionnaire. Bref, un véritable petit appareil d'Etat se met en place.

Pendant ses premières années d'existence, le mouvement nationaliste clandestin est bien vu de la population. Les attentats qu'ils commettent évitent de faire des victimes « *collatérales* ». (Ce ne sera plus le cas dans les années quatre-vingt-dix, lors des affrontements entre nationalistes, des attentats comme celui contre Charles Pieri à Bastia en 1976, sont commis en pleine rue et deviendront dangereux pour la population). Le capital de sympathie qu'a le FLNC est hérité des mouvements précédents ; il est préservé dans la mesure où les attentats sont très ciblés, et ne visent pas les personnes mais les biens. Mais il est aussi alimenté, à ses débuts, par la politique de l'Etat qui réprime sans faire dans la dentelle pour tenter d'affaiblir l'organisation clandestine nationaliste.

## *1981- LA GAUCHE AJOUTE UNE NOUVELLE CORDE A LA POLITIQUE DE L'ETAT*

Le FLNC est né en 1976, sous la présidence de Giscard D'Estaing. La droite est au pouvoir jusqu'en 1981. Pour elle, le changement en Corse passe par le développement économique (lancé sous De Gaulle) et pas autre chose. Les nationalistes, les régionalistes et leurs revendications ne sont que des gêneurs. A partir de 1978, la police réprime, les poseurs de bombes sont emprisonnés. Mais contrairement à l'effet escompté, l'emprisonnement des

militants dans les prisons du continent fait naître des comités de soutien aux prisonniers qui vont se transformer en une organisation légale, A RISCOSSA. Cette organisation popularise le combat du FLNC et le renforce en organisant des manifestations.

La politique de la droite ne fonctionne pas ; au lieu de diminuer leur influence, elle consolide le combat des nationalistes. Le gouvernement va alors tenter de s'attaquer au FLNC clandestin sur son terrain. Elle met en place un réseau de « barbouzards » constitué de policiers ou de membres du SAC (Service d'action civique) pour tenter d'éliminer les membres du FLNC dans la discrétion. Mais le FLNC a le soutien de la population et un de ces commandos est démasqué dans la petite ville de Bastelica, et montré devant les caméras de télévision. Le gouvernement est discrédité.

En 1981, la gauche arrive au pouvoir, avec Mitterrand comme Président de la République. La gauche va avoir une autre approche du problème Corse. Dans un premier temps, elle amnistie les prisonniers politiques du FLNC (y compris les auteurs d'attentats ayant visé les forces de l'ordre). Dans un deuxième temps, le 2 mars 1982, elle crée « *l'Assemblée Corse* » qui est en fait un Conseil Régional (plan de politique de décentralisation). C'est le premier Conseil Régional en France (1985, pour la généralisation des conseils régionaux en France). La Corse sert de laboratoire. Ce premier Conseil Régional est élu au suffrage universel proportionnel intégral. C'est la démonstration que le gouvernement ne veut plus respecter le « *système clanique* ».

La politique du PS est clairement de tenter d'amener les membres du FLNC à cesser leur violence politique et de les intégrer dans le jeu démocratique. Les premiers à adhérer sont les régionalistes de l'UPC (Union du Peuple Corse) des frères Simeoni et deux autres organisations. Ensemble, ils vont obtenir 9 élus sur 61 (environ 12% des voix). Le message envoyé par l'Etat est aussi de dire qu'il ne discute qu'avec ceux qui déposent la cagoule.

Dans un premier temps, le FLNC rejette cette nouvelle Assemblée Corse, considérant que c'est un piège pour délégitimer la lutte armée pour l'indépendance de la Corse. Après une période d'arrêt des attentats, pendant la campagne électorale de 1981, ils reprennent de plus belle en 1982. L'année 1982 en aura même le record, 800.

La gauche a donc réussi à entamer l'unité du mouvement corse. Mais la violence est toujours là. Le commissaire Broussard (de l'antigang) est envoyé en tant que commissaire de la République en Corse. L'idée du gouvernement est maintenant de criminaliser le FLNC et de le présenter comme un mouvement mafieux. Comme dans la période précédente de la droite, la gauche s'essaie aussi aux méthodes « barbouzardes ». Le 17 juin 1983, Guy Orsoni, militant du FLNC et frère d'Alain Orsoni, dirigeant du FLNC, est enlevé et assassiné. Il s'avère que les deux assassins sont des gens du milieu corse et surtout que le meurtre aurait été commandité par Jean-Pierre Massimi, Secrétaire général du Département de Haute-Corse. Guy Orsoni devient la victime emblématique du FLNC assassinée par l'Etat français. La réponse du FLNC sera l'exécution des deux assassins dans la prison de Bastia et surtout l'assassinat de Jean-Pierre Massimi.

Pourtant, à partir des élections à l'Assemblée de Corse de 1984, apparaît un petit parti indépendantiste nationaliste, le MCA (Mouvement Corse pour l'Autodétermination) branche légale du FLNC, représenté par Pierre Poggioli, dirigeant du FLNC, qui s'allie à l'UPC régionaliste aux élections. Il semble qu'au sein de l'appareil politique du FLNC, plusieurs de leurs membres commencent à émettre des doutes sur la lutte armée comme seul moyen de

faire plier l'Etat français et essaient de trouver une ouverture de dialogue en participant aux élections.

D'ailleurs, c'est aussi à ce moment qu'est créé le Syndicat des Travailleurs Corses (STC), le 1<sup>er</sup> mai 1984, qui concorde avec cette volonté des indépendantistes « *d'investir tous les terrains de lutte et de mettre en place des contre pouvoirs* » (tiré du Livre Blanc qui est le programme politique du FLNC). Une des revendications prioritaires du STC est la « *corsication* » des emplois ou l'emploi réservé aux habitants de l'île. Le STC, aujourd'hui, par son implantation dans les divers secteurs de l'île, est à égalité avec la CGT (Confédération Générale du Travail).

### *1991- LE COUP DE BOUTOIR DU « STATUT JOXE »*

Cette période est importante pour comprendre la Corse d'aujourd'hui. La gauche revient au pouvoir en 1988 avec la réélection de Mitterrand et après la période de cohabitation entre le gouvernement de Jacques Chirac et Mitterrand entre 1986 et 1988. Dans cette période de 1986 à 1988, Charles Pasqua, qui en a été le ministre de l'Intérieur, n'a rien réglé en Corse. Répression, dissolution des organisations n'arrêtent pas les centaines d'attentats du FLNC. C'est le statu quo, aucune communication ni dialogue entre le FLNC et l'Etat.

Le Parti Socialiste va décider de discuter avec toutes les composantes nationalistes et régionalistes, qu'elles soient légales ou non. Il est décidé à renforcer le rôle de l'Assemblée Corse au sein de la Collectivité Territoriale Corse (CTC). Elle aura plus de compétence sur le développement économique, social, culturel et sur l'environnement. Un nouvel organe consultatif est aussi créé, Le Conseil Economique, Social et Culturel. C'est Pierre Joxe qui organise la mise en application de ce nouveau statut, d'où le nom de « *Statut Joxe* ». Parallèlement, le gouvernement, pour donner des gages de ses bonnes intentions envers le FLNC, amnistie ses militants emprisonnés.

L'effet de cette politique va avoir des conséquences inattendues sur le FLNC. Il va éclater en trois composantes principales : le FLNC Canal habituel avec pour aile légale le MPA (Mouvement pour l'autodétermination) ; Le FLNC Canal historique avec pour aile légale l'ACN (A Cuncolta Nationalista) ; et Resistenza. Cette politique va aussi produire le départ de certains des principaux dirigeants qui rejettent les déviances militaires et affairistes du FLNC. Des dirigeants historiques comme Pierre Poggioli, Alain Tomasi, Yves Stella, Léo Battesti, démissionnent.

Le Gouvernement, par sa politique de négociation, réussit à lézarder l'unité de façade du FLNC. Cependant, les premières élections à l'Assemblée Corse en 1992 ne laissent encore rien montrer de ce qui commence à se produire. Corsica Nazione est créé ; c'est une coalition regroupant les régionalistes de Simeoni, l'ACN (la vitrine légale du FLNC canal historique), le nouveau groupe de Pierre Poggioli ANC (Accolta Naziunale Corsa) et d'autres courants politiques comme les Verts. Cette coalition a comme représentants un nationaliste, Jean Guy Talamoni, et un régionaliste, Edmond Simeoni. Le MPA, branche légale du FLNC Canal habituel, se présente seul. Les deux listes obtiennent 13 élus (9 ACN et 4 MPA) et deviennent la deuxième force politique de la Corse, devancée par la droite mais devant la gauche. Paradoxe, c'est la gauche qui crée les conditions pour intégrer les nationalistes au jeu démocratique mais elle y perd, dans l'immédiat, au niveau des élections.

Derrière cette façade, électoralement rafistolée, rien ne va plus. Les élections ont masqué ou retardé une guerre qui se prépare entre les ex du FLNC. Il ne faut pas oublier une chose importante, à savoir que les nouvelles organisations apparues à la suite de la scission du FLNC n'ont pas déposé leurs armes. Et en sous-main, les différents gouvernements travaillent. L'Etat ne cherche plus à les combattre par la force mais en discutant avec elles, à l'abri des regards et des caméras. Le PS a choisi de discuter avec le FLNC Canal habituel dirigé par Alain Orsoni, tandis que la droite, qui va revenir au pouvoir en 1993, choisira de discuter avec le FLNC Canal historique, dont les principaux dirigeants sont Charles Pieri, François Santoni et Jean Michel Rossi.

L'attitude des dirigeants gouvernementaux français de discuter avec tantôt les uns ou les autres va amener une surenchère militaire entre les deux principaux groupes. Lorsque Pasqua choisit les dirigeants FLNC Canal historique comme interlocuteurs, le FLNC Canal habituel multiplie les attentats contre les établissements de l'Etat. Et vice versa avec la gauche. Pour ces nouvelles formations politiques, les attentats n'ont plus la fonction qu'ils avaient auparavant, de faire avancer la cause de l'indépendance de la Corse, mais celle de chercher à devenir l'interlocuteur privilégié auprès du gouvernement. Les apparitions des groupes armés lors des conférences de presse dans le maquis sont destinées à impressionner l'Etat autant que les autres groupes.

Le jeu démocratique, quant à lui, est encore plus troublant, aux yeux de la population, et commence à déconsidérer la continuation des attentats. Des militants historiques du FLNC ont déjà remis en cause la lutte armée et ses déviances. Les attentats, en ce début des années 1990, sont rejetés par une partie de ceux qui auparavant les soutenaient d'une manière ou d'une autre.

Cette concurrence entre groupes va connaître son apogée en 1993 avec une lutte armée entre ces groupes eux-mêmes. Certains disent qu'elle va durer 3 ans mais il faut au moins prendre 1999 pour date de pacification, si même celle-ci est vraiment et totalement réelle. C'est par une lutte interne au FLNC Canal historique que cela commence. La catastrophe du stade de Furiani qui va être le détonateur de cette guerre interne et va contribuer à mettre à jour les interconnexions entre militants FLNC et un certain monde des affaires.

#### *1992- FURIANI, LES NATIONALISTES COMPROMIS SE DECHIRENT*

Le 5 mai 1992, les tribunes du stade de football Furiani de Bastia s'écroulent et provoquent la mort d'une dizaine de supporters et des centaines de blessés. Les tribunes ont été montées en dehors de toutes normes de sécurité, il y a eu versement de pots de vin par les sociétés de construction aux différents protagonistes chargés de s'occuper de la sécurité. Jean François Fillipi, président du club de foot de Bastia, est mis en accusation : c'est un proche de Charles Pieri, responsable du FLNC Canal historique. Le club sert de caisse pour le FLNC. Le service d'ordre du Football Club de Bastia est majoritairement constitué de militants nationalistes. Roberto Sozzi est l'un d'eux. Il dénonce publiquement cette collusion entre le mouvement clandestin et un monde des affaires pourri incarné par Fillipi. Roberto Sozzi est assassiné et son assassinat est revendiqué publiquement lors d'une conférence de presse du FLNC Canal historique. Il est accusé d'être un traître.

Cette affaire, si elle occasionne le début des affrontements entre nationalistes, a mis à jour l'insertion des nationalistes dans l'économie corse. Charles Pieri (Canal Historique)

contrôle par intermédiaire le Club de Football de Bastia, une société de gardiennage, une société de transport de fonds. Il impose par exemple aux grandes surfaces de la région de Bastia ses sociétés de gardiennage ou que les fonds des magasins soient exclusivement transportés par sa société de transport de fond. Si elles refusent, les attentats commencent contre leurs intérêts économiques. Il faut remarquer qu'au début de son existence, le FLNC dénonçait l'implantation des grandes surfaces qui représentaient « le capital étranger français », alors que maintenant, ces grandes surfaces servent de coffre fort pour les nationalistes. Ils en sont devenus dépendants. Au fond, leur intérêt n'est plus dans le départ des grandes surfaces.

Dans la région d'Ajaccio, c'est Alain Orsoni, responsable du FLNC Canal habituel, qui contrôle le club de football d'Ajaccio. L'aile légale du FLNC Canal habituel, le MPA, est surnommée « *Le Mouvement Pour les Affaires* ». En fait, l'ouverture faite à partir de 1988 a permis aux nationalistes de se reconvertir dans la restauration, les boîtes de nuits, les casinos, le foot, les activités agricoles et l'immobilier. Mais les activités légales ne signifient pas la fin du racket et notamment de l'impôt révolutionnaire. Par exemple, Le Club Med qui est considéré par les nationalistes comme une entreprise colonialistes sponsorise le Club de Foot de Bastia après que ses locaux en Corse et en région parisienne est subit des attentats (monde du 21/22-12-2003).

La guerre enclenchée en 1993, des dizaines de tués vont se succéder. Dans cette guerre, il semble qu'à partir de la fin des années 90, ce soit le FLNC Canal historique qui soit sorti vainqueur de cette guerre. Orsoni, le leader du Canal habituel, part se réfugier en Amérique du Sud, tandis que les contestataires de Charles Pieri à l'intérieur du FLNC Canal historique que sont Rossi et Santoni finiront par être assassinés respectivement en 2000 et 2001.

On peut dire que la victoire est effective quand est créé le FLNC-Union des Combattants- en 1999, avec pour vitrine légale RESISTENZA. A sa tête, une fois de plus, Jean Guy Talamoni, qui sert d'interlocuteur avec l'Etat. La création de cette nouvelle organisation signifie en fait une paix entre les différents groupes ou militants. Ceux qui ne suivront pas - comme Santoni et Rossi - ou ceux qui créent leur propre groupe - comme Armata Corsa -, sont éliminés.

Charles Pieri est le dernier chef historique du FLNC des origines encore en vie. Tous les autres sont soit morts ou ont suivi d'autres voies que la lutte armée clandestine. Pieri est arrêté en 1998 pour détention d'armes et reste en prison jusqu'en 2002. De sa cellule, c'est lui qui réorganise Le FLNC –Union des combattants et impose ses vues. Il sort de prison en 2002, pour y revenir en 2005 suite à ses condamnations pour abus de biens sociaux, recel, complicités, extorsions de fonds etc. Il est condamné à 10 ans de prison. Charles Pieri est l'emblème des militants d'un FLNC surfant entre les activités politiques et les activités criminelles. Francis Mariani (décédé en 2008), un chef du gang de la Brise de Mer (du nom d'un café dans le vieux Bastia où se réunissaient des voyous) était son ami proche.

Ce rapprochement du milieu des gangsters a été dénoncé en Corse par des anciens du FLNC, par des journalistes. Voici ce qu'en dit le Juge Thiel, Juge d'instruction à la section antiterroriste de Paris dans une interview au Journal Le Monde (22/10/2012) : « *Des voyous sont ainsi devenus nationalistes par intérêt, des nationalistes ont versé dans le banditisme. Richard Casanova, l'un des barons de la Brise de Mer, était d'abord un militant nationaliste. Le parcours le plus éloquent est sans doute celui de Gilbert Casanova, l'un des nationalistes*

*engagés dans l'action dure. Il a survécu à la guerre fratricide des nationalistes, est devenu président de la chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio, avant d'être finalement condamné pour trafic de drogue. Pour des gens qui taguaient vingt ans plus tôt "a droga fora", "la drogue dehors", le raccourci est saisissant. »*

Aujourd'hui, les assassinats continuent (une trentaine par an), les attentats aussi. Depuis 2003, où il y avait eu environ 250 attentats, ils sont tombés en 2012 à 78 (chiffres de la préfecture de Corse) ; les trois quarts sont revendiqués par les différents groupes se réclamant du FLNC.

Le message et les actes de ceux qui continuent la lutte armée sont complètement brouillés, avec des meurtres impliquant gangsters et factions du FLNC. L'Etat, qu'il soit dirigé par la gauche ou par la droite, a en fait compté les points depuis 1993. Il a bien sûr réprimé, par l'intermédiaire de ses forces de police, mais en jugeant l'utilisation de la répression. L'Etat français a été suffisamment intelligent pour laisser les deux FLNC se déconsidérer aux yeux de la population. En 1996, une manifestation de femmes (3000 personnes) est organisée à Bastia contre la fin des violences, mais cette fois, la manifestation n'est pas dirigée contre l'Etat français, mais contre les violences des nationalistes. On voit même des militants nationalistes demander à la justice française de trouver les coupables d'assassinat (Santoni demandant à la Justice de trouver les assassins de Rossi). Les choses ont bien changé en Corse.

L'assassinat du préfet Erignac, le 6 février 1998 à Ajaccio, est le fait de nationalistes espérant renouer avec la lutte du FLNC d'antan. Ils voulaient indiquer aux militants qui s'entretenaient que c'est à l'Etat français qu'il faut s'en prendre. Il ne réussira en rien. Au contraire, l'acte est condamné par la plupart des nationalistes eux-mêmes et par la population en général. Ce n'est plus la violence qui fait recette ni peut-être même l'idée de l'indépendance, puisqu'elle y était associée. Le choix militariste du FLNC a failli, échappant non seulement à tout contrôle de la population, mais aux militants mêmes qui ont fait ce choix.

### *2003- EPILOGUE : QUAND LA POPULATION REFUSE UN PLUS D'AUTONOMIE*

Le PS, revenu au pouvoir en 1998, a voulu retenter en 2001, avec le « *Processus de Matignon* », une opération analogue au Statut Joxe, en proposant de renforcer les pouvoirs de l'Assemblée Corse. Et une fois encore, d'y associer les nationalistes du FLNC. Mais cette fois, il n'y a pas d'amnistie pour les prisonniers. Le FLNC – Union des Combattants est intégré au processus et le soutient. Un référendum auprès de la population corse est prévu pour mai 2003. On lui demande donc si elle veut ou non que soient renforcés les pouvoirs de l'Assemblée Corse.

Mais au fur et mesure que se rapproche la date du référendum, les sondages font apparaître que la victoire n'est pas jouée. Les élus corses de l'UMP sont franchement contre, car ils y voient un risque de perdre du pouvoir, au bénéfice des nationalistes et des régionalistes. Ils s'opposent ainsi aux dirigeants nationaux et au gouvernement de Jacques Chirac et Raffarin. Quant aux nationalistes du FLNC, ils jouent un jeu ambigu : tout en soutenant le projet, ils commettent des attentats contre des bâtiments administratifs, et les revendiquent. Le non l'emporte à une très courte majorité. Et il y a eu 39 % d'abstention.

Peut-être une partie de la population corse, en votant non ou en s'abstenant, a-t-elle voulu montrer son hostilité aux nationalistes et à leur jeu tordu avec l'Etat !

Aux élections de l'Assemblée Corse de 2010, les régionalistes et les nationalistes présentent deux listes séparées. La liste des nationalistes de Corsica Libera conduite par Jean-Guy Talamoni obtient 9,85 % des voix, tandis que la liste des régionalistes Femu a Corsica de Gilles Simeoni (fils d'Edmon Simeoni) obtient 25,89% des voix. Les indépendantistes et les régionalistes deviennent la deuxième force politique de Corse devant la droite. Nouveauté, la gauche est maintenant la première force politique au jeu électoral en Corse.

### *UNE VICTOIRE DE L'ETAT ?*

On pourrait dire que l'Etat a réussi son objectif sur le long terme. Même si l'aile militaire du FLNC –Union des combattants continue d'exister, cela n'a rien avoir avec le FLNC d'avant 1990 en termes qualitatif et quantitatif. Qualitativement, il semble qu'aujourd'hui, ce n'est plus l'aile militaire qui dirige mais l'aile politique de Jean-Guy Talamoni de Corsica Libera et qui agit sans cagoule. L'aile militaire semble affaiblie au point qu'elle ne peut agir que ponctuellement (nombre d'attentats en baisse). Il faut dire que les méthodes policières se sont améliorées et qu'aujourd'hui, poser une bombe devient plus compliqué qu'auparavant. L'ADN a fait mettre en prison des dizaines de poseurs de bombes. Quantitativement, le nombre des militants doit être en baisse, et il doit être difficile de remplacer ceux qui sont en prison.

Le revers de la médaille, c'est que l'affaiblissement du FLNC militaire a renforcé le gangstérisme. Il semble que pendant des années, les gangsters se soient tenus à carreau en collaborant avec les nationalistes ou en se planquant. D'une certaine manière, le mouvement nationaliste des débuts a contenu la criminalité organisée, jusqu'aux affrontements des années 90. C'est même sans doute le nouveau FLNC qui a relancé la criminalité à grande échelle en se comportant comme des criminels dans la façon de mener leurs affaires, comme par exemple en utilisant à la fin des années 90 des membres du milieu pour leurs assassinats (Santoni aurait été assassiné par deux tueurs du milieu).

Cette situation qui donne lieu à des affrontements entre gangsters est-elle un problème fondamental pour l'Etat ? On peut penser que l'Etat préfère la situation actuelle où la violence est devenue criminelle et où la violence politique faiblit. En tout cas, il a gagné sur un point essentiel : le soutien d'une partie importante de la population à une cause politique usant de la violence n'est plus là.

Reste que nombre de problèmes, économiques, sociaux, culturels, et tous au fond politiques, en Corse comme ailleurs, sont aujourd'hui bien présents. Alors, l'Etat n'en aura pas fini avec les restes de cette histoire, car les problèmes présents se nourrissent aussi de ceux du passé.

petite bibliographie et filmographie :

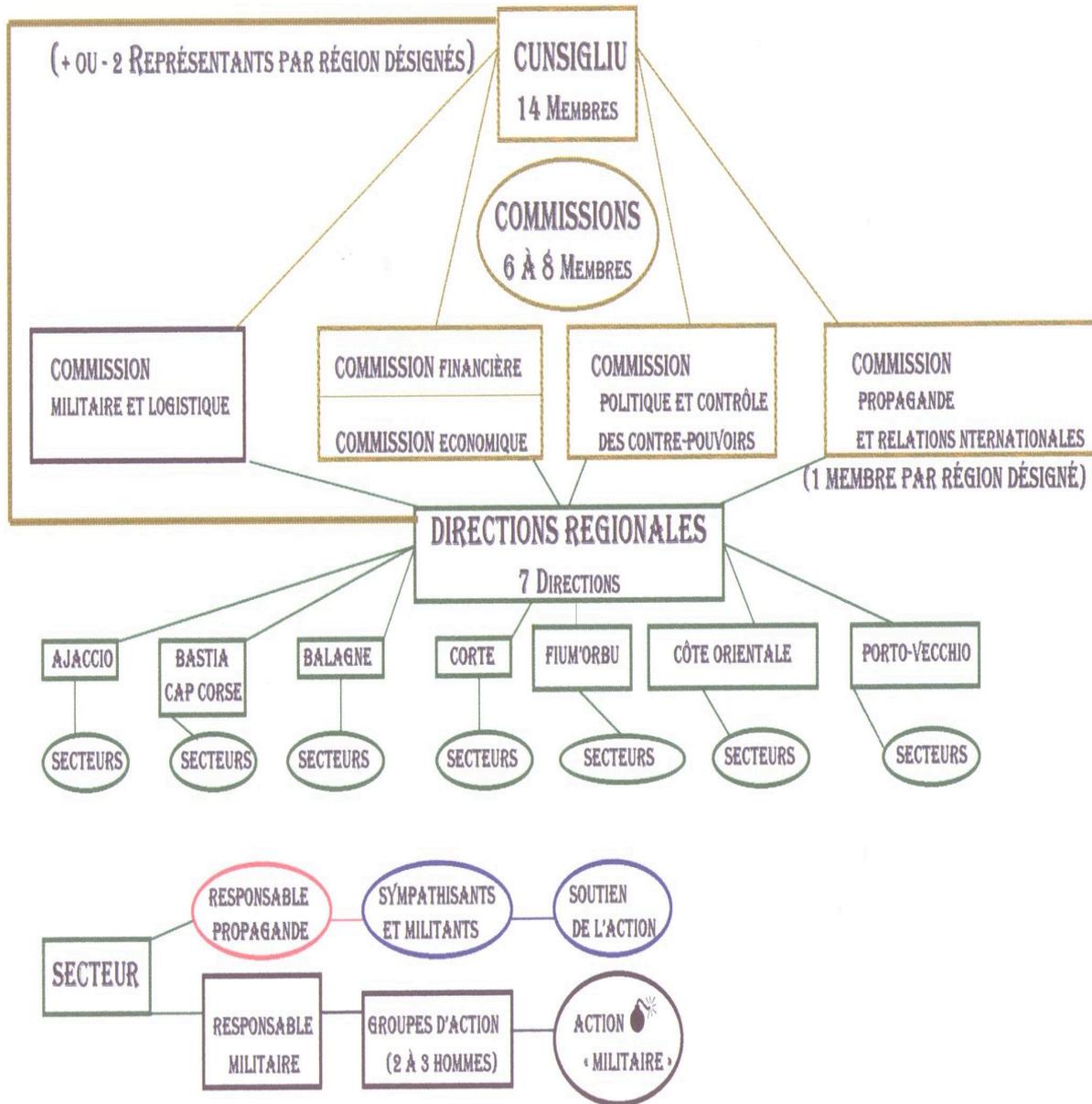
- « Le crépuscules des Corses » par Nicolas Giudici (Edition Grasset 1997)
- « La question corse » par Xavier Crettiez (Editions Complexe 1999)
- « De la Corse en général et de certaines vérités en particulier » par Dominique Bucchini (Editions Plon 1997)
  
- Génération FLNC, film de Gilles Perez et Samuel Lajus, Arte video 2002

---

*avril 2013*

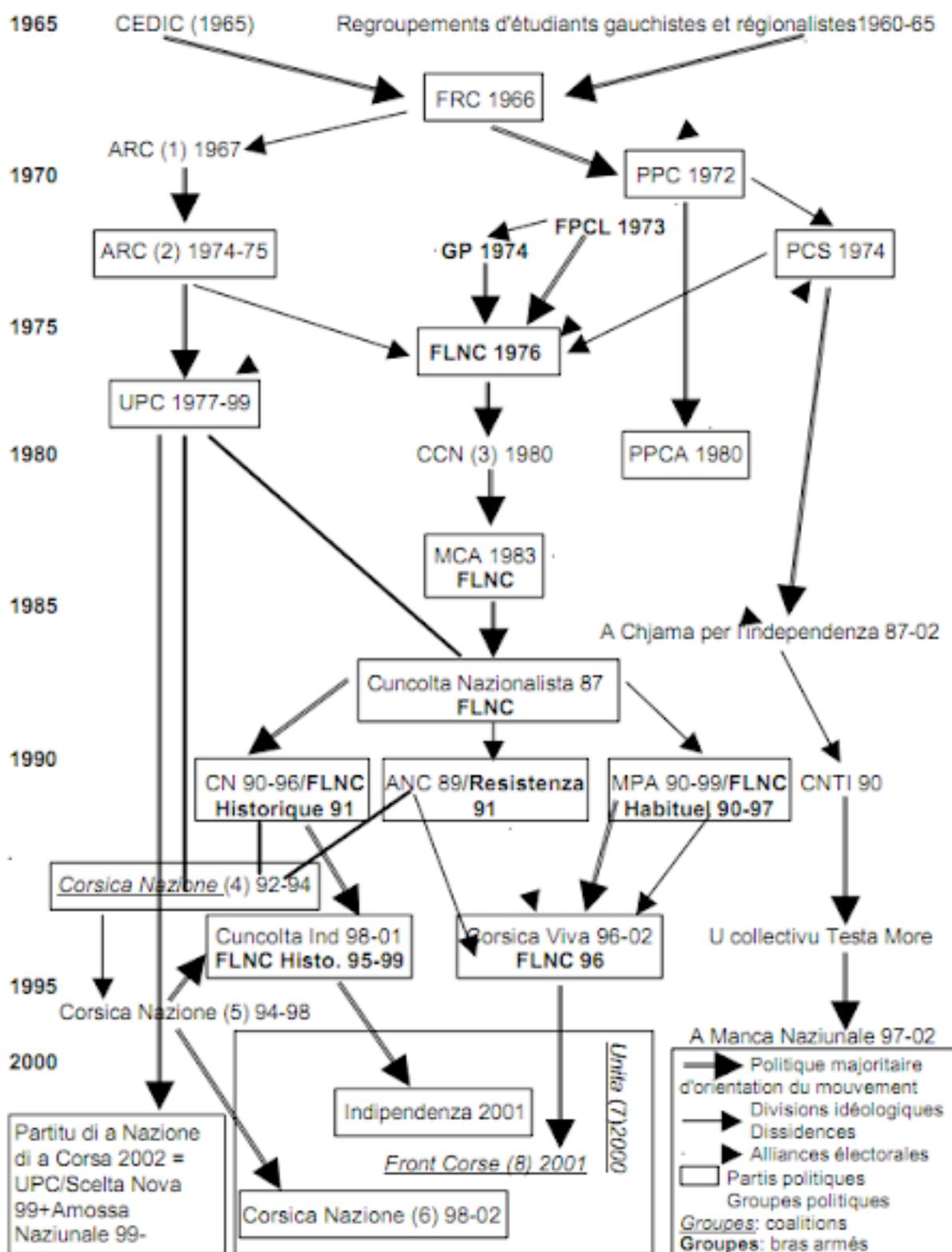
Document 1 : Structure du FLNC en 1988 publié dans le livre « Pour Solde de tout compte » de Jean Michel Rossi et François Santoni en juin 2000. Ce document à l'avantage de montrer comment la structure de base du FLNC repose en grande partie sur la lutte armée (Secteurs).

STRUCTURE FLNC (SCHEMA DE PRINCIPE, 1988)



Document 2 :

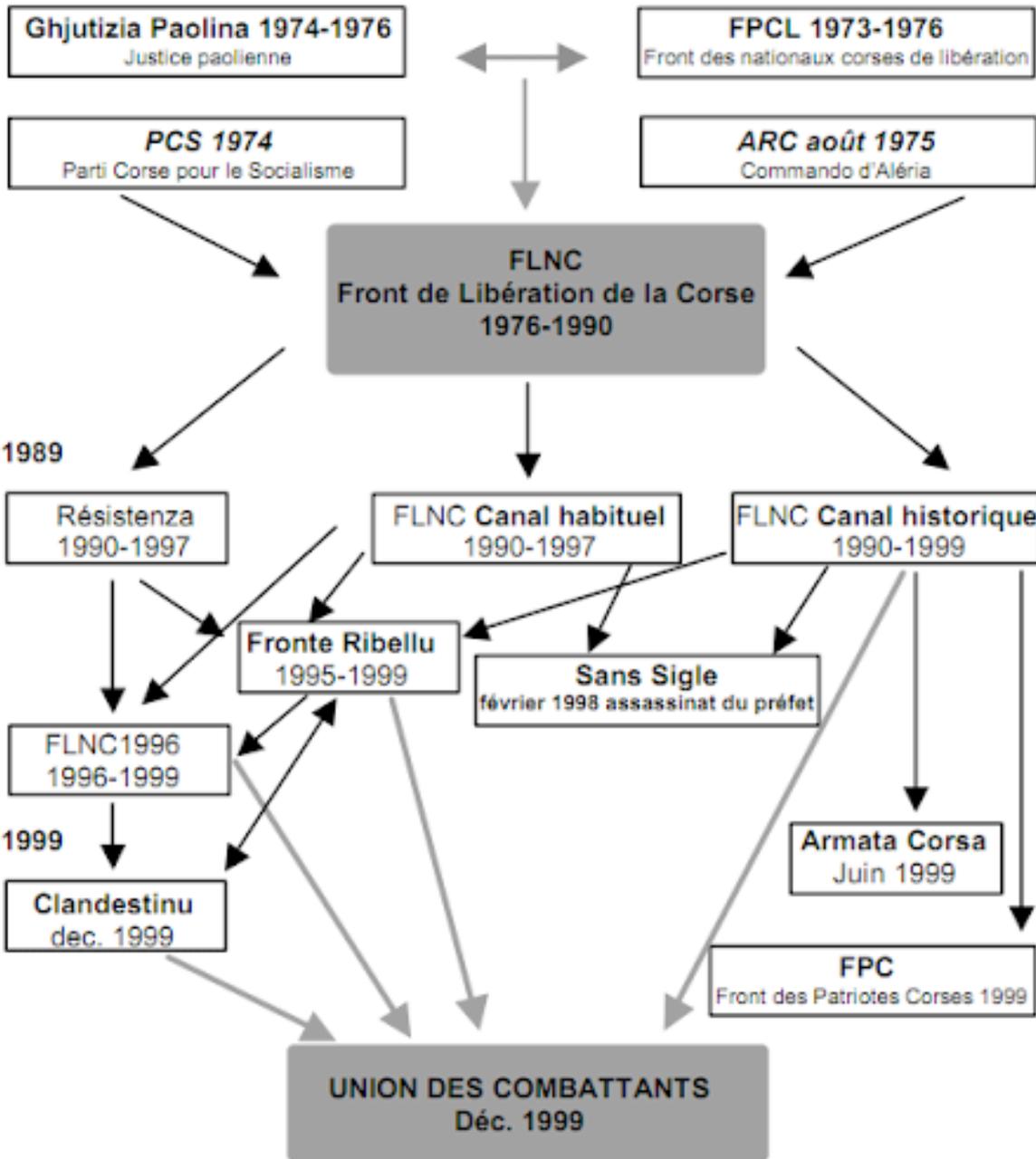
**Arbre généalogique des groupes et partis politiques les plus représentatifs de la dimension nationaliste**



Document 3 :

Arbre généalogique des principaux groupes armés

1973



- Lutte de Libération Nationale Unifiée
- Scissions et ramifications groupusculaires

Thierry Dominici ? Avril 2002  
 Université Montesquieu-Bordeaux IV